

*Initiatives ministérielles*

Je me demande pourquoi. Pourquoi sommes-nous aux prises avec autant de demandes, toutes présentées en même temps, pour modifier les structures fondamentales du pays? La réponse est simple. Les citoyens se rendent compte que le système parlementaire est en train de se disloquer au Canada. Frustrés, ils exigent qu'on prenne des mesures en suivant leurs méthodes et leurs idées.

Cette question n'a rien à voir avec la partialité politique. Je ne suis pas surpris de voir le système se disloquer. Le système parlementaire britannique a souvent servi à combattre la tyrannie des gouvernements autocrates depuis que le roi Jean a convoqué le premier Parlement en 1213. Il n'y a pas un siècle qui se soit écoulé sans que ne survienne une restructuration constitutionnelle majeure. En fait, on n'a observé les premiers signes de l'autorité du Parlement que lorsque celui-ci a pris les armes contre Charles 1<sup>er</sup> qui en a littéralement perdu la tête.

Nous aimons dire que notre système parlementaire est le plus vieux de la planète.

Nous aimons parler du modèle des parlements, celui de Londres, et du rôle qu'il a joué lors du millénaire de l'histoire qui a vu naître la monarchie constitutionnelle, et nous aimons aussi rappeler que même les États-Unis ont fondé leur système sur le système britannique.

Nous sommes en train de réécrire l'histoire.

Ce n'est que sous le roi William et la reine Marie que le Parlement a commencé à imposer sa suprématie au gouvernement. Ce n'est que sous la reine Anne que le veto royal a été éliminé. Bref, ce n'est qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle que le système parlementaire britannique a commencé à émerger.

Il vaut la peine d'examiner pourquoi. Le Parlement avait réussi, à la suite d'une guerre civile sanglante, à imposer sa suprématie en matière législative et fiscale. Cette guerre civile a porté les Hanovre sur le trône à la place des Stuart. Pour gouverner, le Roi George I<sup>er</sup> avait besoin de légiférer et de lever des impôts. Le peuple contestait sa légitimité. Le roi George a été le premier aux prises avec une situation qui aurait pu le rendre plus populaire que notre premier ministre aujourd'hui.

En rétrospective, le roi George semble avoir été le premier politique moderne. C'est lui qui a créé un précédent en nommant des ministres venant des Communes. Il s'était rendu compte qu'en faisant figurer les membres les plus influents des Communes sur la liste de paie du gouvernement, il pouvait ainsi compter sur eux pour défendre ses mesures législatives et ses levées d'impôts devant la Chambre basse. En outre, le public verrait que ces personnalités populaires soutenaient le nouveau monarque, lui conférant ainsi la légitimité qui lui faisait défaut.

Une personne cynique dirait que tout le système parlementaire britannique est fondé sur le conflit d'intérêts et elle prétendrait probablement aussi que les changements au Règlement proposés actuellement sont en partie le fruit d'un conflit d'intérêts.

Le leader du gouvernement à la Chambre assure que ces changements sont nécessaires pour que les députés puissent s'acquitter de leurs obligations. Certains députés s'ennuient. Jour après jour, ils siègent à la Chambre en n'ayant que peu de voix au chapitre, sinon aucune, dans le cours du débat.

J'ai entendu des journalistes prétendre que ces changements au Règlement étaient nécessaires pour tenir compte des indépendants qui siègent à la Chambre. Le gouvernement conservateur espère former un gouvernement minoritaire au cours de la prochaine législature, et il veut modifier le Règlement pour s'assurer que ses projets de loi seront adoptés sous un gouvernement multipartite. Je ne suis pas d'accord avec lui, mais je le prends au mot.

Je suis sûr que ce qui le préoccupe surtout, c'est la façon dont les députés conservateurs occupent leur temps. Les banquettes de l'opposition grouillent de députés qui s'occupent en prenant part au débat sur les projets de loi du gouvernement.

Par définition, le gouvernement ne veut pas que les députés participent au débat. En fait, dans le régime parlementaire actuel, les députés conservateurs ne veulent pas participer au débat. S'ils parlent contre le gouvernement, ils devront critiquer le premier ministre. S'ils s'opposent au premier ministre, c'est à l'homme qui doit approuver leur investiture qu'ils s'opposent, à l'homme dont la photo figurera sur leurs prospectus électoraux, à l'homme auquel penseront 80 p. 100 des électeurs lorsqu'ils verront leur bulletin de vote. Grâce au roi Georges I<sup>er</sup>, la plupart de ces députés sont dans une position de conflit d'intérêts.

La solution du gouvernement, dont nous discutons aujourd'hui, consiste à réduire le nombre d'heures de séance. Ce qui, selon le gouvernement, devrait permettre aux simples députés de se rendre plus souvent dans leurs circonscriptions.

Je compte parmi les députés qui savent l'importance d'être présent dans sa circonscription. Je passe presque toutes mes fins de semaine et tous mes congés dans ma circonscription. Je le fais afin de recueillir les idées et les points de vue de mes électeurs sur des questions importantes sur lesquelles se penche le Parlement. Je le fais de manière à mieux étudier les projets de loi et défendre les intérêts de mes électeurs.